

Politiques économiques

Deuxièmement, notre motion d'aujourd'hui concerne l'échec de l'administration de favoriser un accroissement notable du taux d'emploi. C'est surtout le cas dans le domaine de la fabrication. Dans cette industrie, il y avait en moyenne, en 1975, 65,000 emplois de moins qu'en 1974. Cette baisse est due au licenciement de 73,000 employés de l'industrie de la fabrication au cours de cette période. De 1974 à décembre 1975, il y avait, dans l'industrie de la fabrication, 99,000 emplois de moins. Le nombre d'employés de l'industrie de la fabrication en décembre 1975, soit 1,905,000, indique que le taux d'emploi a diminué mensuellement depuis mars 1973 et que le taux moyen d'emploi n'a jamais été inférieur au niveau actuel depuis 1972.

La troisième déception, c'est la production industrielle. Nos réalisations dans ce domaine sont bien pires que celles des autres nations industrialisées. D'après un tableau comparatif du numéro du 19 mars de l'*Economist*, page 67, le Canada détient le pire record des dix nations industrialisées citées, avec un déclin de 6 p. 100 pour sa production de l'année dernière. Notre record bat encore celui du malheureux Royaume Uni qui enregistre un déclin de 2.5 p. 100, et notre situation est bien pire que celle des États-Unis qui a enregistré une hausse de production de 4 p. 100, ou de l'Allemagne, avec une hausse de 5 p. 100 pour la même période.

Quatrièmement, nos investissements au cours des quelques années écoulées ont été marqués par leur faiblesse, ce qui a réduit la productivité et les possibilités de création de d'emplois. Il a été difficile de trouver des investissements de capitaux, en partie du fait de l'impôt fédéral sur les plus-values en capital, ainsi que des besoins de liquidité du gouvernement fédéral qui, entre 1975 et 1976, a demandé plus de 11 milliards de dollars; mais cette situation est due principalement à l'inaction du gouvernement qui n'a pas su donner la direction et l'orientation nécessaires au pays.

Cette indécision a eu pour résultat de faire tomber le niveau des investissements par rapport à la dépense nationale brute au-dessous du niveau de 1966. Une illustration de cette confusion du gouvernement peut être donnée par l'exemple d'hier soir, où les représentants de Dome Petroleum nous ont dit qu'ils avaient dû attendre neuf ans avant d'obtenir l'approbation du gouvernement pour commencer les travaux de forage dans la mer de Beaufort, alors qu'il y a presque dix ans qu'on les encourageait à prospecter dans cet endroit. Ce cas est malheureusement typique des frustrations ressenties dans le monde des affaires du fait du gouvernement. S'étonnera-t-on ensuite si de nombreux hommes d'affaire préfèrent s'expatrier plutôt que de rester au Canada? Le gouvernement devrait se décider à simplifier les processus de prise de décision.

Dans le cas de Dome Petroleum, bien que le financement investi représente plus de \$150 millions de dollars, cette société a dû traiter avec trois ministres successifs de l'environnement, à qui il a fallu expliquer à tour de rôle en quoi consistait ce projet.

Il faudrait, à mon avis, que le gouvernement actuel révise également sa politique fiscale sur les plus-values en capital, mais il n'est pas même disposé à en faire une estimation pour voir si la production de revenus en vaut la peine. A ce sujet, je pense qu'il est important de faire remarquer que, selon une estimation officieuse, le revenu total découlant de l'impôt sur les plus-values en capital n'a pas dépassé \$70 millions de dollars pour l'année. Que l'on songe à toutes les tracasseries administratives auxquelles les hommes d'affaires ont dû se soumettre pour ces \$70 millions de dollars!

Je pense que le gouvernement devrait également envisager des mesures pour encourager le secteur privé à trouver des capitaux sur le marché intérieur. Peut-être pourrait-il en particulier songer à constituer un régime de portefeuille d'actions destiné aux travailleurs. Le gouvernement devrait étudier cette façon de faire, qui est en réalité une démocratisation de notre système de propriété capitaliste. Il est fort possible que notre système d'impôt sur le revenu doive être changé pour faciliter la mise œuvre de ce genre de régime.

● (1530)

Le gouvernement doit prendre des mesures pour diminuer son influence sur nos marchés de capitaux. Permettez-moi de citer les paroles prononcées ce mois-ci à Guelph, à ce propos, par le président de l'association canadienne des courtiers en valeurs mobilières, Andrew G. Kniewasser:

Voici comment, l'an dernier, l'épargne a été répartie sur notre marché des capitaux: financement des dettes gouvernementales \$13.8 milliards, financement des dettes de sociétés \$4.3 milliards, avoir privilégié avec options \$300 millions, nouveau capital permanent (avoir) \$700 millions.

Autrement dit, des \$19.1 milliards d'épargne arrivés sur le marché canadien des capitaux l'an dernier, les gouvernements ont absorbé 72 p. 100, laissant 28 p. 100 au secteur privé. Le partage du financement est fortement déséquilibré puisque le financement des dettes a compté pour 96 p. 100, ce qui ne laisse que 4 p. 100 en capital permanent pour le lancement de nouvelles entreprises ou l'affermissement des assises financières des sociétés existantes.

De toute évidence, les gouvernements devraient emprunter moins et les obligations ne devraient pas absorber autant de capitaux. Il faudrait offrir de nouveaux stimulants au financement des valeurs et éliminer les mesures désincitantes qui existent.

Les effets de l'invasion de nos marchés de capitaux par le gouvernement fédéral se traduisent par une flambée des taux d'intérêt dont tous les Canadiens font les frais. On estime qu'en 1977 le coût des intérêts reviendra à 4.7 milliards de dollars, soit \$202 par personne. Le coût des emprunts a été supérieur au cours des deux dernières années à tous les frais d'intérêt du financement de la dette à l'arrivée en fonction du premier ministre. A cette époque, il était de 1.3 milliard de dollars ou de \$63 par personne. Pour l'instant, le coût du service de la dette au niveau fédéral, pour les dépenses réalisées auparavant, est maintenant de 50 p. 100 du budget fédéral global d'il y a dix ans.

Mais qu'est-ce que 4.7 milliards? Personne ne se rend bien compte. C'est dans *Reader's Digest*, je pense, qu'a paru l'histoire du type qui avait donné un million de dollars à sa femme en lui disant d'aller le dépenser à raison de \$1,000 par jour. Moins de trois ans après, elle revenait frapper à sa porte. Le mari se dit alors que, s'il lui avait donné un milliard, elle ne serait pas revenue avant près de 3,000 ans.

M. McCleave: C'est bien ce qu'il désirait.

M. Stevens: Le cinquième point de notre motion concerne notre net recul sur les marchés internationaux. Il y a à cela une raison fondamentale. C'est que dans le secteur industriel, nos prix sont trop élevés. Notre balance commerciale, qui avait en 1968 un excédent de 1.2 milliards accusait l'an dernier un déficit de 1.7 milliard. Fait très alarmant, le déficit était de 6.5 milliards dans le secteur des produits manufacturés, contre 900 millions en 1968. En 1975, ce sont surtout les matières premières qui ont permis de réduire notre déficit industriel.

C'est l'inflation salariale qui a sans doute été la principale cause de détérioration de nos exportations de produits manufacturés. Les salaires canadiens représentaient 79 p. 100 des salaires américains en 1968 lorsque le gouverne-